



SUD Education 93  
ctsd93@sudeduc93.org  
Tél: 01 43 77 33 59  
11-13, rue des Archives  
94010 Créteil  
http://sudeduc93.org

CGT Educ'action 93  
cgteduc93@free.fr  
Tél: 01 55 84 41 08  
9-11, rue Génin  
93200 Saint-Denis  
http://cgteduc93.free.fr/



**VOS ÉLUS VOUS INFORMENT**



## SUD 93 et CGT 93 : pourquoi unir nos forces syndicales au CTSD ?

### Le CTSD = la carte scolaire

Le CTSD, comité technique spécial départemental, est l'institution qui a succédé au CTPD en 2011. C'est là qu'est décidée la répartition des moyens dans le département. Là que sont présentées aux syndicats les suppressions de postes à venir.

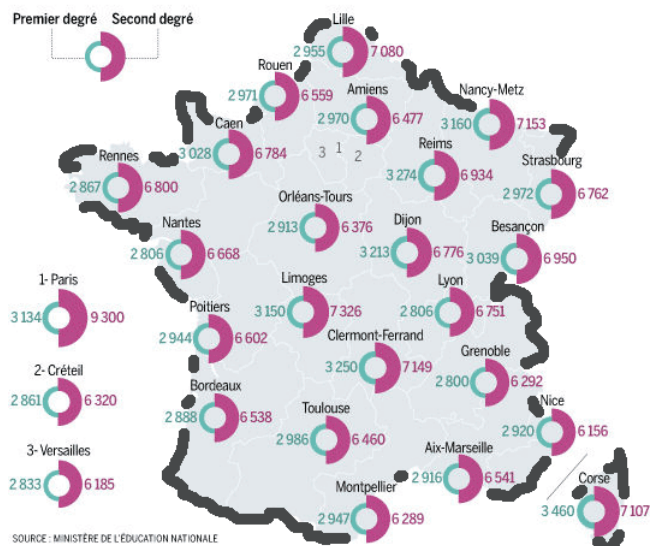
Au CTSD, si les syndicats votent à l'unanimité contre la carte scolaire, celle-ci ne peut être adoptée... jusqu'à la semaine suivante : le DASEN reconvoque le CTSD, et ses « propositions » sont validées. Le caractère démocratique de cette institution est donc très relatif...

Nous refusons de devenir les cogestionnaires de la misère imposée, pour conseiller à l'administration de fermer un poste dans telle école plutôt que dans telle autre, d'éliminer des RASED plutôt que des ZIL... Représentants des personnels, nous transmettons les besoins exprimés par les écoles, nous les défendons de manière indiscriminée, refusant toute logique clientéliste.

Notre présence dans cette institution nous donne accès aux informations que nous pouvons ensuite transférer aux collègues. Étant donné son fonctionnement, il est bien évident que seuls ces derniers, en se mobilisant, pourront peser sur des choix politiques qui se situent en fait au niveau du ministère. Notre rôle d'organisations syndicales est donc celui-là : utiliser notre présence au CTSD pour informer les collègues, transmettre leurs revendications, impulser et aider les mobilisations qui permettront l'amélioration des conditions de travail.

Nos organisations se sont réunies pour travailler sur la carte scolaire d'abord pour **regrouper nos forces** et constituer un outil plus efficace au service des équipes. Par ailleurs, nous sommes persuadés que **l'unité syndicale** est une condition de la victoire. Atomisés face à l'administration, menant chacun nos luttes dans notre coin, nous ne pouvons rien. Ce travail conjoint, loin d'être exclusif, se veut donc une **base pour un rassemblement le plus large possible**.

SOMME CONSACRÉE PAR L'ÉTAT POUR UNE ANNÉE PAR ÉLÈVE EN 2010, en euros



SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Les seuils en voie d'explosion

«Les seuils ne sont pas gravés dans le marbre.»

M. Brison, DASEN (ex-IA) du 93

Depuis sa nomination, le DASEN ne cesse de s'en prendre aux seuils, tout en reconnaissant la situation catastrophique du 93.

**Les seuils demeurent en effet la dernière variable d'ajustement** après la réduction à peau de chagrin des réseaux d'aide :

- des dizaines d'écoles les dépassent déjà sans ouverture ;
- les nombreuses absences non remplacées conduisent mécaniquement à augmenter le nombre d'élèves par classe ;
- suppression des ZEP = suppression des seuils ZEP ?

**Les seuils actuels** (23 et 25 en ZEP, 25 et 27 hors ZEP) **ont été acquis par la lutte de 98** : 3 mois de grève pour obtenir un vaste plan de rattrapage de la Seine-Saint-Denis. Ce qui a été obtenu il y a 14 ans par la lutte, nous ne le conserverons pas sans lutter !

**Dans le 94 et le 77, les seuils ont laissé la place à des « indicateurs de gestion »**. Conséquences: des classes, y compris d'élémentaire, qui passent les 30 élèves.

# Sous les décombres...

La droite a laissé exsangue l'Education nationale. Dans le 93, les suppressions de poste ont touché massivement les réseaux qui ont la charge d'intervenir auprès des élèves le plus en difficulté, ceux qui ont besoin d'une attention particulière (que leurs difficultés perturbent ou non la classe). RASED, maîtres supplémentaires, tous ceux qui permettait de compenser partiellement un environnement social de plus en plus dur.

Plus question de moyens en fonction des besoins : le travail sur la carte scolaire s'est trouvé réduit à des logi-

ques d'appauvrissement, de gestion de la pénurie. La légende d'un 93 surdoté s'est écroulée avec le rapport de la Cour des comptes d'avril 2012 qui montre qu'en réalité, ce sont les départements riches qui sont les mieux pourvus... et que l'académie de Créteil est l'une de celles pour lesquelles l'Education nationale consacre le moins d'argent par élève.

Les seuils ont été plus ou moins respectés, mais avec une pression toujours plus forte : des dizaines d'école qui les dépassent n'ont cette année pas eu droit à des ouvertures de classe. Les TPS sont réduites au

champ expérimental, elles se comptent désormais sur les doigts de la main. Les syndicats doivent batailler à chaque CTSD pour conserver les rares survivantes, généralement avec des moyens provisoires. Quant aux réseaux d'aide et aux maîtres supplémentaires...

A tout cela il faut rajouter l'arrivée massive d'enseignants en responsabilité non formés : les PES, issus de la contre-réforme de la mastérisation, mais aussi le nombre grandissant de contractuels précaires, qui fragilisent encore (bien involontairement !) les équipes pédagogiques.

## L'Education priorité nationale ?

L'équipe au pouvoir avait fait campagne sur le changement, et ce dernier devait toucher en priorité l'Education nationale, et en « première priorité » le primaire, et les quartiers populaires. On pouvait penser que les années noires étaient finies pour le 93. Une vaste concertation nationale commençait début juillet.

## Rentrée 2012 : la pire jamais connue !

Hélas, pendant que tout ce monde se concertait, la rentrée des écoles était pire que jamais. De fait, c'était celle préparée par Chatel. La centaine de postes supprimés dans le 93 (39 suppressions nettes, plus 2244 élèves supplémentaires sans création de postes) a été confirmée, sauf notre maigre quota des 1000 postes de Peillon, 23 pour le 93. On est bien loin du plan d'urgence revendiqué par nos syndicats pour l'Education. Derrière le titre ronflant du site Internet mis en place par le gouvernement socialiste, « Refondons l'école de la République », cette dernière asphyxie plus que jamais.

## Un changement... dans la continuité

A l'issue de la concertation, il faut constater :

- la pauvreté d'un rapport (au regard de l'ambition affichée !) qui consacre l'architecture actuelle construite par la droite, vers l'école libérale de la concurrence (socle commun, évaluation des enseignants par objectifs, renforcement du rôle de la direction...), y ajoute quelques rares pistes pour améliorer les moyens (TPS...) et saupoudre le tout du discours libéralo-pédagogisant creux qui sert à masquer les régressions (individualisation, projets pluridisciplinaires...); un rapport qui fixe *in fine* à l'école la tâche de préparer les élèves à la violence de la société capitaliste libérale : « mettre l'école [...] en harmonie avec les mutations de fond qui touchent notre société »... pour une école formant des citoyens, on repassera ;

- les principales pistes rejoignent opportunément ce qui a filtré depuis des mois : le rajout du mercredi, l'allongement de l'année de travail, la suppression des ZEP (*quid* des moyens qui vont avec ?).

## 43 450 postes à la rentrée 2013 ?

Cette annonce serait très positive si elle ne se dégonflait rapidement à l'examen : entre les remplacements de départs en retraite et le "recrutement" d'étudiants en M1 (au mieux admis en juin 2014), ne restent que 8 781 emplois effectivement créés... faible face à l'annonce initiale.

### Le changement, c'est maintenu?

■ **Recrutement abondant de vacataires**, pour pourvoir une partie des postes vacants, **et d'étudiantEs**, utilisés comme moyens de remplacement ;

■ **Toujours le même mépris** : lorsque les enseignants du 93, en grève à 50 %, se rendent au ministère pour demander que 300 postes soient pourvus d'urgence, le ministre Peillon ne daigne pas même envoyer un sous-fifre nous recevoir.

Nous qui souffrons chaque jour de conditions de travail indignes, il faut croire que notre voix n'a pas plus d'importance aujourd'hui qu'hier.

**Vos éluEs SUD Education et CGT Educ'action 93 utilisent leur présence au CTSD pour vous informer, faire remonter vos demandes, appuyer vos audience et vous accompagner, mais aussi pour soutenir toute action revendicative : plus que jamais, face à ce gouvernement qui a choisi l'austérité, la finance contre les travailleurs, il va falloir être mobiliséEs !**